

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 SEPTEMBRE 2017

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 16

Pouvoirs : 2

L'an deux mille dix-sept et le dix-neuf septembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué le quatorze septembre deux mille dix-sept, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, Conseillère Municipale déléguée ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Éric, LAMBERT Éliane, RNET-YAGUE Delphine, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

**PALDACCI-UVERNET Antony (pouvoir à TAXI Odile),
ZAMORA Jean-Luc (pouvoir à DIETRICH-WEISS Élisabeth),
LESUEUR Frédéric.**

Désignation du secrétaire de séance : Mme BERTHIAUX Françoise.

Adoption du compte rendu : Adopté sans observations.

Lecture des décisions : Aucune

| |
|---|
| <p><u>1. PRINCIPE DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU CENTRE D'HÉBERGEMENT « ACADÉMIE DE MUSIQUES ANCIENNES » ET DE LA HALTE ÉQUESTRE MUNICIPALE DU THORONET.</u></p> |
|---|

Vu le C.G.C.T.,

Vu le C.G.3.P.,

Vu l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession,

Vu le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, relatif aux contrats de concession,

Vu la délibération du Conseil municipal du Thoronet du 8 février 2008 ayant pour objet
« *convention d'occupation domaniale Centre d'hébergement* »,

Vu la délibération du Conseil municipal du Thoronet en date du 7 mars 2011 ayant pour
objet « *Convention d'occupation du domaine public du centre d'hébergement :
approbation de l'avenant à la Convention du centre d'hébergement portant transfert à
l'E.U.R.L. « le Clos des Médiévales » représentée par Madame Lacome et autorisation de
signer la convention de transfert* »,

Vu la délibération du 20/12/2013 portant sur « *le projet d'aménagement d'une halte équestre communale et demande de subvention* »,

Vu le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, modifié,

Vu la délibération du Conseil municipal du Thoronet en date du 9 novembre 2016 ayant pour objet « *Halte équestre municipale du Thoronet, et choix du mode de gestion de cet équipement municipal à vocation touristique et sportif* »,

Considérant la fin prochaine de la Convention d'occupation domaniale précitée,

Considérant qu'il convient dès lors de réaliser une procédure en vue de confier la gestion du Centre d'hébergement « Académie de Musiques anciennes » à un opérateur économique, à qui est transféré le risque lié à son exploitation,

Considérant la volonté municipale d'imposer désormais, au futur gestionnaire du Centre d'hébergement « Académie de Musiques Anciennes », des conditions relevant des caractéristiques du service public,

Considérant la proximité immédiate de la halte équestre avec le Centre d'hébergement « Académie de Musiques Anciennes »,

Considérant que la halte équestre municipale a été construite pour accueillir les montures des randonneurs équestres de passage, durant les nuitées pour lesquelles ils demeureront au Thoronet,

Considérant ainsi que c'est à juste titre que l'on peut envisager que la grande majorité de ces cavaliers dormiront au Centre d'hébergement « Académie de Musiques anciennes »,

Considérant l'anticipation des difficultés municipales à trouver un gestionnaire pour la halte équestre, ces dernières pouvant résulter de la taille de l'équipement municipal à vocation touristique et sportif couplée aux exigences municipales de gestion,

Considérant dès lors qu'il est opportun de définir la halte équestre comme un accessoire du Centre d'hébergement « Académie de musiques anciennes », ce dernier ayant également vocation touristique (sous toutes ses formes y compris tourisme vert) et culturelle,

Considérant ainsi qu'il est probant de confier à un seul gestionnaire (individuel ou groupement solidaire) la gestion du Centre d'hébergement « Académie de musiques anciennes », et la Halte équestre,

Considérant le rapport de Monsieur le Maire, transmis avec la convocation de la présente assemblée délibérante, à chaque membre du Conseil Municipal, présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le concessionnaire en charge de l'ensemble immobilier municipal « Centre d'hébergement "Académie de Musiques Anciennes " et sa halte équestre », et annexé à la présente délibération.

M. GARCIA : « Nous, les membres de la minorité, votons contre cette délibération car nous préférons, à la concession de service public, la vente du bien pour dégager des marges de manœuvre afin de financer d'autres projets municipaux ».

M. le Maire : « On peut aussi vendre la mairie ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De retirer sa précédente délibération du 9 novembre 2016 ayant pour objet « *Halte équestre municipale du Thoronet, et choix du mode de gestion de cet équipement municipal à vocation touristique et sportif* ».

ARTICLE SECOND : D'approuver le principe de concession de service public pour déléguer la gestion de l'ensemble immobilier municipal « Centre d'hébergement "Académie de Musiques Anciennes " et sa halte équestre ».

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de réaliser la procédure de concession de service public en vue de la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE QUATRIEME : Que Monsieur le Maire est désigné comme étant l'Autorité habilitée à signer la convention, visée notamment au sein de l'article L 1411-5 du C.G.C.T.

Adopté à la majorité des membres présents

(Contre : Mme BERTHIAUX Françoise, M. BERTHIAUX Lucien, M. GARCIA Éric et M. SILVA Alain).

| |
|---|
| <p><u>2. RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION MUNICIPALE « ASSISTANCE DU TRÉSOR PUBLIC POUR LE RECOUVREMENT DES CRÉANCES MUNICIPALES ».</u></p> |
|---|

M. et Mme BERTHIAUX, anciens membres de la dite commission relèvent qu'ils ont connu de nombreuses difficultés dans l'action qu'ils souhaitaient mener. En effet, ils ne disposaient que de peu d'informations ou d'informations erronées. Ils ont passé chacun une trentaine d'heures sur le sujet et ne souhaitent plus appeler les redevables.

M. SILVA fait remarquer que la Commune empiète sur les responsabilités du Trésor Public et qu'il faudrait en cela redéfinir les missions de la commission municipale et tourner les actions de cette dernière vers une analyse du travail du Trésor Public, de son suivi des impayés plutôt que de contacter les administrés indécidés. A ce jour, la Commune ne dispose pas des indicateurs du suivi du travail de ce service déconcentré.

Mme BERTHIAUX souligne que depuis avril 2017 les discussions à propos de cette commission ne débouchent sur aucune décision.

Mme DIETRICH-WEISS rend compte d'une situation complexe d'une famille thoronéenne qui, ayant constaté le non fonctionnement des prélèvements automatiques, a pris l'initiative de transmettre le paiement par chèque. Ce dernier leur a été retourné par

le Trésor Public avec indication d'un trop perçu et, dans le même temps, ces administrés de bonne foi furent inscrits dans la liste des impayés.

M. BUISINE confirme que jusqu'à présent le Trésor Public, confronté à des problématiques de carence en personnel, ne répondait pas aux attentes de la municipalité, et ce malgré sa bonne volonté.

En sa qualité d'Adjoint aux finances, il a exprimé à plusieurs reprises la méthode de travail qu'il souhaitait développer et n'a pu obtenir le tableau de suivi des formalités de recouvrement qu'au départ du fonctionnaire d'État en charge de ces procédures.

En outre, le délai d'encaissement est très long, raison pour laquelle les services municipaux encouragent le prélèvement automatique.

M. LE MAIRE rapporte que le Trésor Public de Lorgues fermera ses portes au 31/12/2017.

Mme BERTHIAUX demande si des recours sont possibles à l'encontre du Trésor Public de Lorgues, au vu de ses défaillances.

M. LE MAIRE indique que nous pouvons en référer aux instances supérieures.

M. GARCIA indique qu'au Cannet des Maures il demande au Trésor Public du Luc des extractions qu'il reçoit sous Excel tous les 3 mois.

Si le rôle de la commission est révisé, la minorité dispose de deux candidats ; cependant, la majorité municipale n'en présente qu'un. De ce fait, la commission ne peut être effective au regard des règles de répartition proportionnelle.

Le Conseil municipal attend la nouvelle organisation territoriale et le rattachement de la Commune du Thoronet au Trésor Public du Luc.

La délibération est retirée.

| |
|--|
| 3. <u>AVIS SUR LES RAPPORTS RELATIFS AU PRIX ET À LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE - ANNÉES 2015 ET 2016.</u> |
|--|

Conformément aux articles L 2224-5 et D 2224-1 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire présente à l'assemblée délibérante les rapports des années 2015 et 2016 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.

Suite à une erreur administrative, le rapport 2015 n'a pas été présenté en 2016 à l'assemblée délibérante.

Il est demandé à l'assemblée municipale de donner son avis sur les rapports suivants (ci-annexés).

M. SILVA souhaite obtenir des explications s'agissant de la baisse du rendement.

M. MARTIN lui expose que Le Thoronet a un sol essentiellement argileux qui connaît des phénomènes de rétractation, corollaire des états de sécheresse. Sous l'effet de ce mécanisme, les conduites se cassent, générant des fuites et de ce fait la baisse du taux de rendement. Cette année les phénomènes pluviaux ont été particulièrement rares ; il ne s'agit pas de la vétusté du réseau. Hormis la vallée d'Argens la grande majorité du réseau a été renouvelée avec du P.E.H.D.

M. SILVA pose un certain nombre de questions concernant le rapport des services publics « Eau » 2016 /2015. Un échange a lieu avec M.MARTIN.

M. MARTIN expose ensuite l'activité du Syndicat Intercommunal d'Entraigues créé en 1970 pour desservir en eau potable jusqu'à 100 % des neuf communes adhérentes (36 000 habitants).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'émettre un avis favorable sur les rapports 2015 et 2016 relatifs au prix et la qualité du service d'eau potable.

Adopté à l'unanimité

| |
|---|
| 4. <u>AVIS SUR LES RAPPORTS RELATIFS AU PRIX ET À LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'EAU ASSAINIE - ANNÉES 2015 ET 2016.</u> |
|---|

Conformément aux articles L 2224-5 et D 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire présente à l'assemblée délibérante les rapports des années 2015 et 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers.

Suite à une erreur administrative, le rapport 2015 n'a pas été présenté en 2016 à l'assemblée délibérante.

Il est demandé à l'assemblée municipale de donner son avis sur les rapports suivants (ci-annexés).

M. SILVA pose un certain nombre de questions concernant le rapport des services publics « Assainissement » 2016 /2015. Un échange a lieu avec M. MARTIN.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'émettre un avis favorable sur les rapports 2015 et 2016 relatifs au prix et la qualité du service d'eau assainie.

Adopté à l'unanimité

5. CONVENTION CADRE DE FORMATION CNFPT ANNÉE 2017

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CNFPT n°11/148 du 14 décembre 2011 relative à la participation financière des collectivités territoriales aux actions de formation,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CNFPT n°11/149 du 14 décembre 2011 relative aux formations en hygiène et sécurité, et santé du travail,

Vu les décisions subséquentes n°2011/DEC/048 et 2011/DEC/049 du 28 décembre 2011,

Monsieur Le Maire expose aux membres de l'Assemblée délibérante que la Commune du Thoronet est affiliée au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.)

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale est un établissement public, paritaire et déconcentré, au service des collectivités territoriales et de leurs agents. Il est chargé de la formation et de la professionnalisation de l'ensemble des personnels des collectivités locales (1,8 million d'agents), et de l'organisation de certains concours et examens de la fonction publique territoriale. Il propose également des services en matière d'emploi pour les cadres de direction des collectivités locales. Pour mettre en œuvre ces missions, les recettes de l'établissement sont principalement constituées par une cotisation obligatoire s'élevant à 0,9% de la masse salariale des collectivités locales.

Chaque commune peut demander au C.N.F.P.T. des prestations complémentaires à celles prises en charge dans le cadre de la cotisation, notamment, les actions de conseil, d'accompagnement de projet et d'orientation des agents, la formation des agents territoriaux sur des dispositifs non financés par la cotisation (par exemple la bureautique), la formation des personnels non cotisants (tels que les contrats aidés).

Ces prestations font préalablement l'objet d'un devis. Il convient aujourd'hui d'entériner la Convention Cadre de Formation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider la Convention Cadre de Formation, au titre de l'année 2017, entre Le C.N.F.P.T. et La Commune de Le Thoronet.

ARTICLE SECOND : De déléguer à M. Le Maire le pouvoir de conclure ladite convention et de mettre en œuvre les actions qu'il jugera nécessaires.

Adopté à l'unanimité

6. CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION DU VAR ET EXAMENS PSYCHOTECHNIQUES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Gestion du Var en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, peut assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements du département du VAR qui le sollicitent.

Le Centre de Gestion du VAR propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévues aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

Ces examens s'adressent donc exclusivement aux agents assurant à titre principal la conduite d'un véhicule dès lors qu'ils sont également titulaires du permis de conduire approprié en état de validité et détenant un des grades suivants :

- Adjoint Technique
- Adjoint Technique Territorial Principal de 2^{ème} Classe
- Adjoint Technique Territorial Principal de 1^{ère} Classe

Chaque examen comprendra des tests destinés à donner un avis consultatif favorable ou défavorable et une grille récapitulative. Les résultats des tests réalisés seront adressés à la collectivité. Toute inaptitude à la conduite devra être confirmée par un médecin agréé mandaté par la Collectivité.

Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION, le 1^{er} janvier 2016, pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles.

Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur le Maire indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la présente convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le Centre de Gestion du Var.

Adopté à l'unanimité

7. CRÉATION DE DEUX POSTES D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ÈRE CLASSE.

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 38d,

Vu le Décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux,

Vu le décret n° 2007-108 du 29 janvier 2007 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des adjoints techniques territoriaux de 1ère classe,

Vu le Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le Décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Considérant le tableau d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire au titre de l'année 2017 pour le grade d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} Classe,

Considérant que deux agents de la Commune peuvent prétendre au dit-avancement,

Considérant la nécessité de créer deux emplois d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} Classe,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Municipalité a su développer la gestion des Ressources Humaines au sein de la Collectivité et souhaite poursuivre cette démarche en permettant l'avancement des agents déjà en poste.

Au regard de ce qui précède, il convient de créer deux postes d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} Classe à Temps complet.

M. LE MAIRE indique que les agents concernés bénéficieront d'une augmentation de 15 € brut mensuel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création de deux postes d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} classe à compter du 1^{er} Octobre 2017, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} Octobre 2017** :

| | |
|-------------------|--|
| FILIERE : | Technique |
| CADRE D'EMPLOI : | Adjoint Technique |
| GRADE : | Adjoint Technique Principal de 1 ^{ère} Classe |
| CATEGORIE : | C |
| TEMPS DE TRAVAIL | TEMPS COMPLET |
| ANCIEN EFFECTIF : | 1 |
| NOUVEL EFFECTIF : | 3 |

ARTICLE TROISIÈME : D'adopter les modifications du tableau des emplois ainsi proposées.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget.

Adopté à l'unanimité

8. CRÉATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2^{ÈME} CLASSE.

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 38d,

Vu le Décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux,

Vu le décret n° 2007-108 du 29 janvier 2007 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des adjoints techniques territoriaux de 1ère classe,

Vu le Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le Décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Considérant le tableau d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire au titre de l'année 2017 pour le grade d'Adjoint Technique Principal de 2ème Classe,

Considérant qu'un agent de la Commune peut prétendre au dit-avancement,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'Adjoint Technique Principal de 2ème Classe,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Municipalité a su développer la gestion des Ressources Humaines au sein de la Collectivité et souhaite poursuivre cette démarche en permettant l'avancement des agents déjà en poste.

Au regard de ce qui précède, il convient de créer un poste d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} Classe à Temps complet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} Octobre 2017, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} Octobre 2017** :

| | |
|-------------------|--|
| FILIERE : | Technique |
| CADRE D'EMPLOI : | Adjoint Technique |
| GRADE : | Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} Classe |
| CATEGORIE : | C |
| TEMPS DE TRAVAIL | TEMPS COMPLET |
| ANCIEN EFFECTIF : | 6 |
| NOUVEL EFFECTIF : | 7 |

ARTICLE TROISIÈME : D'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans les emplois sont inscrits au budget.

Adopté à l'unanimité

| |
|--|
| <u>9. TRÉSOR PUBLIC ET MODIFICATIONS DES SEUILS DANS LE CADRE DES POURSUITES EN RECOUVREMENT.</u> |
|--|

Vu la délibération du 28/04/2014 ayant pour objet « Autorisation permanente de poursuite »,

Vu la délibération du 22/02/2016 ayant pour objet « Trésor Public et modification délibération du 28/04/2014 portant autorisation permanente de poursuite »,

Vu le courrier de la Direction Générale des Finances publiques en date du 03/05/2017, portant sur la modification du seuil de mise en recouvrement,

Considérant qu'il convient de revoir les seuils de poursuites des créances des débiteurs de la Commune,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De modifier les seuils tels que désignés ci-après, dans le cadre des poursuites en recouvrement des produits communaux (tout budget confondu).

| Modalité de poursuite | Seuils des produits communaux, toutes créances confondues du débiteur, en euros T.T.C. |
|---|---|
| Lettre de rappel | Dès 15 € |
| Opposition tiers détenteur auprès de l'employeur | Dès 15 € |
| Opposition tiers détenteur auprès de la Caisse d'Allocations Familiales | Dès 15 € |
| Opposition sur compte bancaire | Dès 130 € |
| Saisie par voie d'huissier | Dès 500 € |

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération trouve à s'appliquer dès son caractère exécutoire.

Adopté à l'unanimité

10. CONCLUSION CONVENTION ASSOCIATION « LES VOIX ANIMÉES » - ANNÉE 2017.

Monsieur le Maire expose aux membres de l'Assemblée délibérante que l'association « Les voix animées » propose 3 sessions de stages :

- « Gentlemen of the Chapel Royal » du vendredi 22 au dimanche 24 septembre 2017 ;
- « Music Divine » du vendredi 29 septembre au mercredi 4 octobre 2017 ;
- « Noël A Cappella » du vendredi 8 au dimanche 10 décembre 2017.

Lecture est donnée de la convention.

M. le Maire envisage, par mesure d'économie, de diminuer le nombre de sessions pour l'année prochaine. Cela diminuerait le nombre de repas et de nuitées à charge de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la convention présentée avec l'association « Les voix animées ».

ARTICLE SECOND :D'autoriser le Maire à signer la dite convention.

Adopté à l'unanimité

| |
|--|
| <u>11. MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE L'ENERGIE DES COMMUNES DU VAR.</u> |
|--|

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal,

Le Comité Syndical du SYMIELECVAR a délibéré favorablement le 30 mars 2017 pour la modification des statuts du Syndicat.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n° 2004-809 du 13/08/2004, les collectivités adhérentes au syndicat doivent entériner ces modifications.

Cet accord doit être formalisé par délibération du Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter les nouveaux statuts du SYMIELECVAR,

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir pour mettre en œuvre cette décision.

Adopté à l'unanimité

| |
|--|
| <u>12. ADHÉSION DU SIE DE BARGEMON AU SYMIELECVAR ET TRANSFERT DE L'INTÉGRALITÉ DE SES COMPÉTENCES.</u> |
|--|

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal,

Le 28/04/2017, le SIE de Bargemon a délibéré afin d'adhérer au SYMIELECVAR et de lui transférer l'intégralité de ses compétences, à savoir :

1. Organisation de la distribution publique d'électricité sur le territoire des communes adhérentes,
2. Réalisation des travaux d'investissement sur les réseaux d'éclairage public,

Par délibération n° 56 du 13 Juin 2017, le conseil syndical a approuvé l'adhésion du SIE et le transfert de ses compétences.

Conformément à l'article L5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), les collectivités adhérentes au SYMIELECVAR doivent se prononcer par délibération sur cette décision dans le délai de trois mois suivant sa notification.

L'absence de décision dans le délai vaut avis favorable.

Si la majorité des collectivités adhérentes est favorable à cette adhésion, dans les conditions de majorité requises par l'article L5211-5 du C.G.C.T., le SIE de Bargemon sera dissous de plein droit et ses 7 communes membres (Ampus, Bargemon, Callas, Châteaudouble, Claviers, Figanières et Montferrat) seront automatiquement adhérentes au SYMIELECVAR pour les compétences transférées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter l'adhésion et le transfert des compétences du SIE de Bargemon au profit du SYMIELECVAR.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Adopté à l'unanimité

| |
|--|
| <p><u>13. CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PRIVÉ POUR LA CRÉATION, L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES ET VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES- SYMIELECVAR.</u></p> |
|--|

Vu le C.G.C.T. notamment son article L 2224-37,

Vu la loi 2014/877,

Vu l'arrêté préfectoral du 04/11/2011 donnant compétence au Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELECVAR) pour le déploiement d'un réseau public d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques,

Considérant que la Commune de le Thoronet est adhérente au SYMIELECVAR et qu'à ce titre, elle peut bénéficier du déploiement du réseau public d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques,

Considérant que ce déploiement nécessite l'occupation du domaine privé municipal (parcelle cadastrée section AW n° 301),

Considérant l'intérêt général que revêt cet équipement, au service des administrés,

Mme PELLERIN souligne que l'Office du Tourisme est sollicité pour donner des renseignements sur le mode de fonctionnement.

M. LE MAIRE annonce les tarifications d'utilisation de la borne ; ces dernières seront communiquées au public dès la mise en place de l'équipement.
Renseignement sera pris pour connaître les lieux d'abonnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la « convention d'occupation du domaine privé pour la création, l'entretien et l'exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et véhicules hybrides rechargeables » proposée par le SYMIELECVAR, ci-annexée.

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer la dite convention et à réaliser l'ensemble des formalités induites par la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

| |
|--|
| 14. <u>CRÉATION MARCHÉ COMMUNAL HEBDOMADAIRE.</u> |
|--|

Vu la loi des 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l'industrie,

Vu la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat,

Vu le C.G.C.T. notamment son article L 2224-18 du C.G.C.T. relatif à la création des marchés,

Vu le C.G.C.T. notamment son article L 2213-6 du C.G.C.T. prévoyant que la délivrance des emplacements aux commerçants relève du pouvoir de police du Maire, autorité compétente pour la délivrance des permis de stationnement sur le domaine public et son article L 2212-2 (3°) du C.G.C.T. exposant que le Maire assure le maintien du bon ordre dans les marchés,

Considérant l'avis favorable pour la création d'un marché ambulant sur la Commune de Le Thoronet émis par les organisations professionnelles suivantes :

- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Var (avis favorable le 25/04/2017).
- La Chambre du Commerce et de l'Industrie du Var (avis favorable le 30/03/2017).
- La Chambre d'Agriculture du Var (avis favorable le 20/03/2017).
- Le Syndicat National des Marchés de France (avis réputé favorable le 09/04/2017).

Considérant que ces mêmes avis ont approuvé le régime des droits de place et de stationnement fondé sur un mode de calcul au mètre linéaire de surface de vente fixé chaque début d'année par le Conseil Municipal,

Monsieur le Maire rappelle qu'une collectivité territoriale peut organiser sur son domaine public l'exercice d'un commerce ou l'installation d'un marché.

Il convient de distinguer, d'une part, la création du marché, qui relève de la compétence du conseil municipal et, d'autre part, le règlement du marché, qui relève du pouvoir de police administrative du Maire. La réglementation du fonctionnement d'un marché hebdomadaire, définit notamment ses horaires d'ouverture et les conditions de stationnement des véhicules, relève du pouvoir de police générale du Maire.

Mme DIETRICH-WEISS craint de voir le marché hebdomadaire péricliter par l'application des tarifications.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De créer un marché communal hebdomadaire le mardi matin,

ARTICLE SECOND : Que les droits de place obéissent à un mode de calcul au mètre linéaire de surface de vente conformément à la délibération du 09/11/2016 modifiée le 12/12/2016.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de prendre toutes mesures utiles pour la mise en place du marché communal.

Adopté à la majorité des membres présents

(Mme DIETRICH-WEISS Elisabeth et son pouvoir s'abstiennent)

INFORMATIONS DIVERSES

Par M. LE MAIRE :

- Lecture des remerciements de l'Union des Commerçants et Artisans Lucois pour le prêt de matériel.

M. SILVA souhaite connaître les raisons pour lesquelles les deux balançoires du city stade ne fonctionnent pas.

M. LE MAIRE lui fait part que ces dernières ont été endommagées par les jeunes qui ne respectent pas les équipements municipaux mis à disposition pour le bien des thoronéens. C'est également le cas pour la passerelle reliant le centre du village à l'école et qui doit faire l'objet d'une réhabilitation d'un montant minimum de 10 000 € suite aux passages répétés des scooters pourtant interdits.

La Commune ne dispose que d'un policier municipal et n'a d'autre choix à ce jour pour se prémunir de cet état que de solliciter la gendarmerie nationale, débordée par ailleurs.

M. GARCIA indique que c'est dommage de ne pas remettre les balançoires car l'aire de jeux est l'un des principaux lieux de vie du village et qu'il convient de tout faire pour occuper les jeunes.

Après discussions, M. LE MAIRE accepte de faire réparer les balançoires par une société agréée afin de ne pas pénaliser les enfants mais avertit qu'en cas d'un nouveau vandalisme elles ne seront plus en service.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15.